

Unité départementale des Bouches du Rhône
16 rue Zattara CS 70248
13333 MARSEILLE

MARSEILLE, le 25/07/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 20/06/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

Société des Prétoles Shell

Porte de la Défense
307 rue d'Estienne d'Orves
92708 Colombes

Références : D-1219-AIX-2023
Code AIOT : 0006402241

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 20/06/2023 dans l'établissement Société des Prétoles Shell implanté Dépôt pétrolier AVITAIR Aeroport Marseille Provence 13700 Marignane. L'inspection a été annoncée le 12/06/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- Société des Prétoles Shell
- Dépôt pétrolier AVITAIR Aeroport Marseille Provence 13700 Marignane
- Code AIOT : 0006402241
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'aéroport Marseille Provence est propriétaire du foncier et des équipements du dépôt de carburant.

La société AVITAIR (filiale de SHELL) a un contrat de concession pour exploiter une partie du dépôt jusqu'en 2028 à ce jour. Historiquement AVITAIR est présent depuis 1996 et exploite des réservoirs en « petite » capacité (réservoirs semi-enterrés doubles enveloppes).

Une partie du dépôt est exploitée par une autre société : SASCA qui exploite une autre partie du dépôt avec deux réservoirs aériens de 1000 m³ de jet A1.

Le site d'AVITAIR est régulièrement autorisé par différents arrêté préfectoraux :

- arrêté préfectoral d'autorisation du 31 août 2004 ;
- arrêté préfectoral complémentaire du 30 septembre 2015 ;
- arrêté préfectoral complémentaire du 21 janvier 2021 ;

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Suivi des eaux souterraines

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;

- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Situation administrative	AP Complémentaire du 30/09/2015, article 5	/	Sans objet
2	Contrôle des eaux superficielles	AP Complémentaire du 21/01/2021, article 2	/	Sans objet
3	Contrôle des eaux souterraines	AP Complémentaire du 21/01/2021, article 3	/	Sans objet
4	Traitement des eaux souterraines	AP Complémentaire du 21/01/2021, article 4	/	Sans objet
5	Eaux pluviales susceptibles d'être polluées	AP Complémentaire du 31/08/2004, article 4.3	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection constate que l'exploitation du dépôt est conforme à la situation administrative décrite dans l'arrêté préfectoral du 30 septembre 2015 le jour de l'inspection.

L'inspection a également pu constater que le suivi des eaux souterraines, qui avait fait l'objet de modification de prescriptions par arrêté préfectoral du 21 janvier 2021, est réalisé par l'exploitant.

Le site projette de remplacer les réservoirs R10 (100 m3), R11 (100 m3), R12 (50m3) et R13 (50 m3) par 3 autres réservoirs de 100 m3 chacun sans de changement de capacités totale selon la rubrique 4734 (capacité autorisé actuellement à 860 m3).

Le dossier de demande de modification (porter à connaissance - PAC) devra être rédigé pour justifier le caractère non substantiel de la modification indiqué par l'exploitant, et transmis à M. Le Préfet des Bouches du Rhône. L'inspection a indiqué à l'exploitant qu'une attention particulière sera portée sur les émissions de Composés Organiques Volatils (COV) et l'analyse des dangers, notamment d'un point de vue risques accidentels.

Le dossier inclura une déclaration pour la rubrique 1435 afin de s'équiper d'une petite capacité de distribution de gasoil pour ses propres camions (non classé inférieur à 500 m3 annuel).

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 30/09/2015, article 5
Thème(s) : Situation administrative, Installations autorisées
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les installations autorisées sont visées dans le tableau [...] : Rubrique n°4734-1, capacité autorisées : - Quantité d'essence susceptible d'être présent dans le stockage enterré: 18.13t < 50t, - Quantité totale susceptible d'être présent dans le stockage enterré: 712.575t < 1 000t, Régime : DC Rubrique n°1434 - 2, capacité autorisées : Le débit maximum de l'installation susceptible d'être mis en œuvre simultanément est de 265m3 (pompes P1, P3 et P5) > 100m3 Régime : A
Constats : Le site exploite des réservoirs semi-enterrés de carburants "JET A1" et "AVGAS" pour les avions de l'aéroport Marseille Provence sur deux zones : <ul style="list-style-type: none">• Parc Ouest avec deux réservoirs de 100 m³ et un de 25 m³ (réservé à l'AVGAS) ;• Parc Est disposant de 3 réservoirs de 120 m³ de capacité, deux réservoirs de 100 m³ et deux de 50 m³. La capacité globale représente 860 m3 pour le JET A1 et 25 m3 pour l'AVGAS. Il s'agit de réservoirs doubles enveloppes équipés d'un système par dépression qui permet de détecter une fuite de la première enveloppe par détection de la perte du vide (indiquant une éventuelle fuite). Tous les réservoirs sont équipés de mesure des niveaux de produits avec deux niveaux d'alarmes indépendants (niveau haut et niveau très haut avec relais d'alarme en salle de contrôle du dépôt et asservissement automatique pour mettre à l'arrêt les pompes de chargement associées). L'exploitant a présenté la documentation technique qui illustre ces systèmes. Les capacités autorisées dans l'arrêté préfectoral (860 m3 pour le JET A1 et 25 m3 pour l'AVGAS) correspondent aux niveaux physiques des cuves. Dans la pratique, ces capacités ne sont jamais atteintes grâce à ces dispositifs de limitation du remplissage. La capacité réelle d'exploitation est de 690 tonnes pour une capacité autorisée de 730 tonnes selon les dispositions de l'arrêté. La visite terrain a permis de vérifier, par sondage, les débits maximum des installations de pompage pour transfert du produit au niveau du parc Ouest. L'exploitant a notamment fourni les rapports de vérification annuels des pompes effectués par la société ATEP. L'étude des courbes débits/pression réalisée par le prestataire permet de constater que le débit fourni reste inférieur à la capacité autorisée de 120 m3/heure, conformément aux dispositions de l'article 7 de l'arrêté préfectoral susvisé.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Contrôle des eaux superficielles

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 21/01/2021, article 2
Thème(s) : Risques chroniques, Rejets aqueux
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant effectuera une analyse annuelle de la teneur en hydrocarbures et en BTEX (benzène, toluène, éthylbenzène, xylène) sur un prélèvement réalisé dans l'étang de Berre.
Constats : L'exploitant a transmis les rapports mensuels de l'année 2023 présentant le suivi des eaux souterraines. Le site dispose d'un réseau de 11 piézomètres pour le suivi des eaux souterraines. L'exploitant mandate la société AECOM pour effectuer une analyse des eaux souterraines pour observer la présence éventuelle d'une phase flottante avec une fréquence bimensuelle, conformément aux dispositions de l'arrêté préfectoral complémentaire du 21 janvier 2021. Par ailleurs, la société AECOM effectue pour le compte de l'exploitant une analyse annuelle de la teneur en hydrocarbures et en BTEX (benzène, toluène, éthylbenzène, xylène) sur un prélèvement réalisé dans l'étang de Berre à proximité du dépôt. Les résultats de l'analyse de 2022 montrent une absence de détection pour les paramètres benzène, toluène et éthylbenzène. Seul le xylène a été détecté avec une concentration de 21 µg / litre.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Contrôle des eaux souterraines

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 21/01/2021, article 3
Thème(s) : Risques chroniques, Rejets aqueux
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Article 3.1 : L'exploitant fait réaliser par un organisme agréé à une fréquence semestrielle un contrôle de la qualité des eaux souterraines aux points suivants : <ul style="list-style-type: none">• les piézomètres situés au droit du site (PZ1 à 11)• les piézomètres situés à l'extérieur du site (PZ amont, PZ 13 bis, PZ 14 bis et PZ 15bis)• le piézomètre situé sur le site voisin exploité par la société SASCA Article 3.2 : Le contrôle de la qualité des eaux portent sur les paramètres physico-chimiques suivants : Pour les ouvrages ne présentant pas de phase flottante : pH, température, conductivité, potentiel redox, teneur en hydrocarbure (HCT, HAP, TPH, BETEX). Constats : L'inspection a examiné le bilan de suivi des eaux souterraines effectué par l'exploitant. Un prélèvement avec une analyse en laboratoire des paramètres HCT, HAP et BTEX est effectué chaque semestre pour chaque ouvrage. Le rapport d'analyse du premier semestre 2022 montre une évolution à la baisse des concentrations en HCT en BTEX depuis 2020. Un pic important de concentration avait été observé en 2018- 2019 avec plus de 1000 microgrammes par litre d'HCT à cette époque. En 2022, la concentration en HCT sur l'ensemble des ouvrages est inférieure à 500 microgrammes par litres. Les données d'analyses présentent également les valeurs de pH, température, conductivité, et potentiel redox. L'inspection constate que de suivi des eaux souterraines effectué par l'exploitant est conforme aux dispositions de l'arrêté préfectoral complémentaire du 21 janvier 2021.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Traitement des eaux souterraines

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 21/01/2021, article 4
Thème(s) : Risques chroniques, Eaux souterraines
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant est en mesure de déclencher le pompage et le traitement des eaux souterraines dès que la présence de plus de 1cm de flottant est constatée sur l'un des piézomètres concerné par le contrôle.
Constats : Les rapports AECOM examinés par l'inspection montrent que la présence d'hydrocarbures flottant n'a jamais atteint une épaisseur d'1 cm. Aucune opération de pompage et traitement n'a jamais été mis en œuvre sur le site de (selon la mémoire de l'exploitant). En cas de présence de plus de 1 cm de flottant, l'exploitant prévoit de faire appel à une société spécialisée dans les travaux de dépollution des eaux souterraines pour mettre en place un système de pompage et traitement des hydrocarbures associés.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Eaux pluviales susceptibles d'être polluées

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 31/08/2004, article 4.3
Thème(s) : Risques chroniques, Rejets aqueux
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les eaux pluviales polluées et collectées dans l'installation sont rejetées dans le milieu naturel après passage dans un séparateur d'hydrocarbures.
Constats : L'exploitant a présenté les rapports de nettoyage pour 2022 et 2023 des séparateurs d'hydrocarbures (trois présents sur le site) avec les bordereaux de suivi des déchets (BSD) associés aux opérations de pompage du produit. Par sondage, l'inspection a examiné ces bordereaux pour les années 2022 et 2023 : le produit issu du nettoyage est acheminé vers l'installation VALORTEC (quantités estimées de 6 tonnes en 2022 et 14 tonnes 2023). L'inspection de terrain a pu confirmer le bon état du système de séparation d'hydrocarbures.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet